

Silvel Elias

Le Guatemala a une population de 14,9 millions d'habitants, dont 6,5 millions (43,75 %) appartiennent aux 22 peuples *mayas* (*Achi* ', *Akateco*, *Awakateco*, *Chalchiteco*, *Ch'orti*', *Chuj*, *Itza* ', *Ixil*, *Jacalteco*, *Kaqchikel*, *K'iche'*, *Mam*, *Mopan*, *Poqomam*, *Poqomchi*', *Q'anjob'al*, *Q'eqchi'*, *Sakapulteco*, *Sipakapense*, *Tektiteko*, *Tz'utujil* et *Uspanteko*), *Garifuna*, *Xinca*, Créole et Afro-descendant.

Les peuples autochtones continuent à être à la traîne en matière de santé, d'éducation, d'emplois et de revenus par rapport à la société guatémaltèque dans son ensemble, une situation qui est encore plus défavorable pour les femmes autochtones. Cela est dû au racisme structurel qui est à la base des inégalités et de l'exclusion sociale, ainsi qu'aux violations des droits fondamentaux des peuples autochtones.

Bien que la Constitution politique de la République du Guatemala reconnaisse l'existence des peuples autochtones et la considère comme une société multiculturelle, et malgré le fait que le pays a ratifié des accords internationaux sur les droits des peuples autochtones, dans la pratique, le fossé social, économique et politique entre les autochtones et les non-autochtones prévaut.

Par exemple :

- l'État investit 0,4 USD par jour pour chaque autochtone et 0,9 USD par jour pour chaque non-autochtone¹,
- la pauvreté touche 75 % des autochtones et 36 % des non-autochtones²,
- la malnutrition chronique concerne 58 % des autochtones contre 38 % pour les non-autochtones,³
- s'agissant de la participation politique, les autochtones ne représentent pas plus de 15 % des députés et des hauts fonctionnaires.

Le Guatemala a ratifié :

- la Convention 169 de l'OIT (la Cour constitutionnelle l'a élevé, en 2010, au rang constitutionnel, ce qui oblige le pays à reconnaître les droits des peuples autochtones) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,
- la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et
- la politique de la FAO sur les peuples autochtones et tribaux.

Cependant, dans la pratique, l'exclusion prévaut, par exemple, avec les médias à couverture nationale qui privilégient l'espagnol comme langue officielle, tandis que les médias en langues autochtones ont une couverture locale limitée.

Évènements en 2020

Introduction

L'année 2020 a commencé avec de nouvelles autorités à la Présidence de la République, au Congrès et dans les municipalités, coïncidant précisément avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19. La pandémie a révélé l'exclusion sociale et le racisme structurel qui pèsent sur les peuples autochtones, a généré de graves impacts sur les conditions de vie, aggravant la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Cependant, la pandémie a également montré la résilience des peuples autochtones à faire face à ces situations du

fait de leur connaissance de la médecine traditionnelle, du bien vivre, de la gouvernance territoriale et des relations de solidarité.

L'époque de la pandémie n'a pas arrêté la lutte des peuples autochtones pour la reconnaissance de leurs droits fondamentaux, bien que la criminalisation contre les défenseurs des terres et des territoires ait également augmenté.

Le nouveau gouvernement a montré, encore plus que ses prédécesseurs, son manque d'intérêt pour les affaires autochtones. Depuis la signature des Accords de paix/*Acuerdos de Paz* (1996), le racisme structurel est toujours en vigueur dans la société guatémaltèque.

De pandémie en pandémie

« Voici, pendant la vingt-cinquième année (1520) la peste est apparue, ô mes enfants ! D'abord ils sont tombés malades à cause de la toux, ils ont souffert du sang du nez et de la mauvaise urine. Le nombre de décès survenus à cette époque était vraiment terrible. »

Ainsi, le Mémorial de Sololá, *Annales des Kaqchikeles*⁴, raconte la pandémie provoquée par les maladies apportées par les Européens et qui se sont propagées rapidement parmi la population autochtone. Les historiens estiment qu'en 1525, lorsque l'invasion espagnole du Guatemala a eu lieu, la population d'origine avait déjà diminué de 50 % et 25 ans plus tard de 80 %. Aux causes épidémiologiques de cette débâcle démographique, il faut ajouter la guerre et le travail forcé auquel les autochtones ont été soumis. Les maladies contre lesquelles les peuples autochtones ne sont pas immunisés se sont répétées à travers l'histoire et, avec les guerres, l'exploitation du travail et les abus dans la perception des impôts, elles ont été la cause de la disparition de plusieurs communautés autochtones⁵.

Vulnérabilité et racisme

Les impacts de la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence la profonde inégalité ethnique qui continue de prévaloir dans la société guatémaltèque. Les peuples autochtones sont plus vulnérables en raison de la pauvreté, de l'exclusion sociale et du racisme structurel dont ils souffrent. Selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle, le taux d'incidence de la pauvreté est de 80 % chez les autochtones et de 50,1 % chez les non-autochtones⁶, créant ainsi des situations inégales pour la prévention de la pandémie, telles que le lavage constant des mains, l'utilisation de masques, de désinfectants et médicaments essentiels, que la plupart des peuples autochtones ne peuvent pas se permettre.

L'exclusion sociale se manifeste par l'absence de services de santé suffisamment équipés pour répondre aux besoins de la population autochtone, qui vit surtout dans des endroits reculés⁷. La pandémie a mis en évidence la négligence du système de santé en général en raison des politiques de privatisation. Les quelques hôpitaux et centres de santé étaient déjà effondrés avant la pandémie, et bien que le gouvernement se vante d'investissements pour leur amélioration, en réalité, la seule chose dont ils disposent sont des centres temporaires avec des équipements précaires, qui n'ont pas répondu aux attentes que la situation méritait.

Le racisme structurel s'est manifesté par le manque d'inclusion des thérapeutes autochtones dans les programmes de prévention et de traitement. Il n'y avait pas non plus de programmes de communication culturellement pertinents dans les langues

maternelles des différents peuples. De plus, de nombreuses mesures de confinement étaient inégales. Dans la ville de Sololá, des autochtones ont bloqué l'autoroute interaméricaine pour protester contre la restriction imposée par le gouvernement sur le transport des produits locaux, qui excluait les produits des grandes entreprises⁸.

Au milieu d'une pandémie, dont l'ampleur n'avait pas été vue depuis la fin de la guerre interne, le président de la République Alejandro Gammatei a humilié le maire autochtone du peuple Kaqchikel de Comalapa, Chimaltenango, dans un acte public. Cet affront a marqué la distanciation entre le gouvernement et les peuples autochtones, qui ont dénoncé les traitements racistes et arrogants et exigé des changements substantiels dans la conduite de l'État⁹.

Le gouvernement a formé un Conseil d'État pour traiter des questions d'importance nationale, y compris des stratégies pour faire face au COVID-19, auquel il a fait appel à divers secteurs du pays (hommes d'affaires, chefs religieux, société civile), mais dans une manifestation claire de racisme structurel, les organisations autochtones ont été exclues. Lors d'une réunion pour définir des stratégies pour la tempête tropicale Iota, le président de la République a délibérément refusé l'entrée au maire municipal de San Pedro Carchá, Alta Verapaz, un Q'eqchí, bien que sa municipalité soit l'une des plus touchées par ce phénomène¹⁰.

En revanche, la promesse de soutien financier consistant en 400 USD distribués en trois mensualités aux personnes ne pouvant régler leur facture d'électricité a finalement été ramenée à un total de 165 USD, sans explications sur les raisons de la réduction. De plus, des milliers de familles autochtones qui n'ont pas de service d'électricité ont été exclues¹¹.

Impacts sur les conditions de vie

L'impact le plus grave de la pandémie sur les peuples autochtones est sans aucun doute la perte de vies humaines, en particulier les personnes âgées, les guérisseurs, les sages-femmes, les guides spirituels, les hommes et les femmes décédés, victimes de cette maladie. Parmi les pertes regrettables figure celle de Reginaldo Chayax Huex, le plus haut dirigeant du peuple Maya Itzá dans le département du Petén. Sa vie a été consacrée au sauvetage culturel de son peuple, y compris la langue maternelle qui est en danger d'extinction, l'herboristerie et la médecine naturelle. De plus, il a été un grand promoteur de la protection de la nature à travers la création de la Réserve communautaire autochtone de Bioitza¹².

La pandémie a également aggravé les conditions de vie de la population en général, en particulier celles des peuples autochtones, en raison des restrictions de mobilisation et d'accès aux marchés et aux sources de travail. Les gens ne pouvaient pas se déplacer pour étudier, travailler, vendre leurs produits ou acheter des intrants pour mener à bien leurs activités. C'est la raison pour laquelle la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont considérées comme ayant augmenté et leurs effets les plus importants se feront sentir dans un avenir immédiat.

Les impacts sur les femmes autochtones se sont manifestés dans la surcharge de travail pour les soins qu'elles apportent au sein de leur ménage et dans l'impossibilité d'exercer

leurs activités économiques. En fait, leurs possibilités de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur de leurs communautés ont été plus restreintes que celle des hommes.

Stratégies des peuples autochtones pour faire face à la pandémie

Malgré les graves impacts des pandémies, les peuples autochtones ont su faire preuve de résilience, mobilisant leurs connaissances et pratiques traditionnelles pour la prévention et le traitement des maladies, l'aide gouvernementale étant insuffisante et arrivant tardivement. La médecine autochtone a joué un rôle important dans le renforcement du système immunitaire, le contrôle de la fièvre et la réduction de la congestion respiratoire. Il comprend principalement des plantes autochtones que l'on retrouve dans les territoires ancestraux, tant dans les jardins potagers que dans les espaces naturels protégés par les communautés. L'utilisation traditionnelle des bains de vapeur (*tuj, chuj* ou *temascal*) avec des plantes autochtones est utilisée depuis l'Antiquité pour améliorer le système immunitaire et est également fréquemment utilisée par les sages-femmes dans leurs thérapies.

Chez le peuple *Q'eqchí*, on utilise des infusions de feuilles de goyave sauvage (*Psidium guajava*). Les *Ch'orti*, utilisent la *Quina* (*Cinchona officinalis*), une plante dont est extraite la quinine, le composant actif pour traiter le paludisme. La plante appelée *Tres Puntas* (*Neurolaena lobata*) à laquelle sont attribuées des propriétés antibiotiques, antipaludiques, anti-venin et anti-inflammatoires, a également été utilisée. Le plantain (*Plantago major*) reconnu pour ses propriétés expectorantes est également utilisé.

Bien que les services de santé officiels ne reconnaissent pas que la médecine autochtone soit capable de prévenir ou de traiter le COVID-19, les peuples autochtones ont continué à mettre en œuvre leurs propres thérapies.

En commémoration de la Journée internationale des peuples autochtones, les organisations autochtones ont souligné la nécessité d'assurer leur inclusion et leur participation aux stratégies de réponse au COVID-19, ont demandé à être consultées et ont exigé des approches culturellement pertinentes.

Pour les peuples autochtones, la pandémie a entraîné une revalorisation de la médecine traditionnelle, une alimentation saine à base de produits autochtones, et a réaffirmé la nécessité de renforcer les liens de solidarité et de défense des territoires ancestraux.

Où est l'argent ?

En novembre 2020, il y a eu dans tout le pays plusieurs mobilisations pacifiques de protestation populaire contre les abus de pouvoir, la corruption, la discrimination contre les peuples autochtones et le manque d'attention du gouvernement à la pandémie et à l'approbation présumée d'un budget irréaliste pour le pays¹³.

Le gouvernement a répondu par la répression causant des morts, des blessés et des arrestations. L'organisation *Q'eqchí* des 48 cantons de Totonicapán, le Parlement du peuple *Xinca* et les peuples autochtones de Sololá ont organisé une autre manifestation dans la capitale pour les mêmes raisons¹⁴. Le soutien économique aux groupes sociaux les plus vulnérables face à la pandémie a été insignifiant et tardif, malgré le fait que le

Congrès ait approuvé des fonds spécifiques à cet effet. Avec le slogan : *Où est l'argent ?* la société a demandé la transparence et l'équité dans l'utilisation des fonds publics.

Au-delà de la pandémie

Ouragans

Au cours des mois d'octobre et de novembre 2020, la région d'Amérique centrale a été ravagée par les ouragans *Eta* et *Iota*, qui ont eu des effets conséquents sur les personnes et leurs moyens de subsistance, en particulier les peuples autochtones situés sur la côte atlantique ou les basses terres du Nord. Au Guatemala, les peuples autochtones les plus touchés étaient les *Q'eqchí*, les *Poqomchí*, les *Ixil*, les *Mam* et les *Ch'orti*. Les *Quejá*, une communauté autochtone *Poqomchí* de San Cristóbal Verapaz, département d'Alta Verapaz, a subi un glissement de terrain qui a fait environ 50 morts et au moins 100 disparus¹⁵.

Plus tard, la tempête tropicale *Iota* a causé de gros dégâts, notamment l'inondation de plusieurs villes que les autorités ont déclarées inhabitables, comme Campur et Sesajal, deux communautés *Q'eqchí* de San Pedro Charchá, dans le département d'Alta Verapaz, où elles ont été complètement inondées, touchant environ 900 foyers¹⁶.

Criminalisation des défenseurs des droits humains

La criminalisation des défenseurs des droits humains des communautés qui défendent leurs territoires et leurs ressources naturelles contre la dépossession et l'extractivisme n'a pas cessé malgré la pandémie. Un acte largement contesté a été le meurtre de Domingo Choc, thérapeute *Q'eqchí*, de San Luis, département du Petén, assassiné dans sa propre communauté, accusé de pratiquer la sorcellerie, ce qui reflète l'attaque systématique contre les modes de production, de conservation et de transmission de la sagesse des peuples autochtones, imposant d'autres façons de les connaître, de penser et de croire, dans une manifestation claire d'inégalité épistémique, où le savoir autochtone est sous-estimé en raison de son prétendu manque de rigueur scientifique ou annulé parce qu'il viole les croyances des religions dominantes¹⁷.

Ont également été tués : Alberto Cucul Cho (gardes du parc *Q'eqchí*), Medardo Alonzo (chef *Ch'ortí*), Fidel López (chef paysan), Abel Raymundo (chef *Ch'ortí*), Benoît Maria (citoyen français dévoué à la défense des peuples autochtones), Misael López Catalán (chef de communauté), Carlos Mucú Pop (chef *Q'eqchí*) et un chef autochtone de Purulha, Baja Verapaz, entre autres.

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) souligne que ces événements désignent ceux qui défendent les droits des peuples autochtones¹⁸.

Parmi les aspects positifs, nous devons souligner :

a) la nomination de M. Francisco Calí Tzay, autochtone *Kaqchikel*, en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones¹⁹,

b) quatre jugements favorables rendus par la Cour constitutionnelle en faveur de la restitution des terres autochtones ancestrales pour les peuples *Ixil* et *Ch'ortí*, obtenus dans des *amparos* (recours) distincts de la Mesa de Tierras Comnales^{20, 21},

c) la décision de la Cour constitutionnelle qui suspend les activités de la société minière CGN qui opère sur le territoire de *Q'echí* et requiert la tenue d'une consultation communautaire²²

d) la reconnaissance par les autorités municipales d'Itzapa, département d'Escuintla et Taxisco, département de Santa Rosa, des droits ancestraux de propriété et d'occupation des communautés *Xincas* et *Mestizo* sur leurs territoires ancestraux situés sur la côte pacifique²³.

Notes et Références

1. "Inversión en pueblos indígenas, según el presupuesto ejecutado en 2015." Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales, Guatemala, julio de 2017. https://www.icefi.org/sites/default/files/inversion_en_pueblos_indigenas_0.pdf
2. "Situación de Derechos Humanos en Guatemala." Guatemala, CIDH, 31 de diciembre de 2020. <http://www.oas.org/es/cidh/multimedia/2016/guatemala/guatemala.html>
3. "Análisis de situación, nutricional de Guatemala." Secretaria de Seguridad Alimentaria y Nutricional. <http://www.sesan.gob.gt/wordpress/wp-content/uploads/2018/05/Situacion-SAN-Guatemala-dia-1.pdf>
4. "Memorial de Sololá Anales de los Cakchiqueles." Traducción directa del original y notas de Adrián Recinos. Editorial Piedra Santa. Guatemala. 2006.
5. Martínez, Francisco Mauricio. "Los pueblos coloniales de la costa sur de Guatemala." Prensa libre, 22 de enero de 2017. <https://www.prensalibre.com/revis-o-ta-d/los-pueblos-coloniales-de-la-costa-sur/>
6. "Guatemala afronta una pobreza multidimensional del 61%". El Economista, 26 de noviembre de 2019. <https://www.economista.net/actualidad/Guatemala-afronta-una-pobreza-multidimensional-del-61-20191126-0028.html>
7. Montepeque, Ferdy. "Pueblos indígenas, los más vulnerables ante el COVID-19." El Periódico, 23 de mayo de 2020. <https://elperiodico.com.gt/nacionales/2020/05/23/pueblos-indigenas-los-mas-vulnerables-ante-el-covid-19/>
8. Escobar, Erving. "Productores de verduras bloquean Los Encuentros a pesar del confinamiento por el coronavirus". Prensa Libre, 15 de mayo de 2020. <https://www.prensalibre.com/ciudades/solola/giammattei-responde-a-campesinos-que-bloquearon-los-encuentros-a-pegar-del-confinamiento-por-el-coronavirus-breaking/>
9. "Indígenas cierran caminos en Guatemala para exigir la renuncia del presidente." Infobae, 9 de diciembre de 2020. <https://www.infobae.com/america/argentina/2020/12/10/indigenas-cierran-caminos-en-guatemala-para-exigir-renuncia-del-presidente>
10. Vega, Juan Manuel. "Niegan el ingreso a alcalde de Carcha a reunión con el presidente Alejandro Giammattei." Prensa Libre, 7 de noviembre de 2020. <https://www.prensalibre.com/ciudades/alta-verapaz/niegan-ingreso-a-alcalde-de-carcha-a-reunion-con-el-presidente-alejandro-giammattei/>
11. "Bono familia: negocio para algunos, falsa expectativa para otros." Perspectiva, 22 de julio de 2020. <https://www.perspectiva.gt/noticias/bono-familia-negocio-para-algunos-falsa-expectativa-para-otros/>
12. "Reginaldo Chayax Huex." The New York Times, 11 de octubre de 2020. <https://www.legacy.com/obituaries/nytimes/obituary.aspx?n=reginaldo-chayax-huex&pid=196929391>
13. "Un incendio premeditado y gases lacrimógenos esperaban a una manifestación pacífica." El Periódico, 22 de noviembre de 2020. <https://elperiodico.com.gt/nacionales/2020/11/22/un-incendio-premeditado-y-gases-lacrimogenos-esperaban-a-una-manifestacion-pacifica/>
14. "Pueblos indígenas denuncian abuso de autoridad por parte del gobierno actual." El Periódico, 24 de noviembre de 2020. <https://elperiodico.com.gt/nacionales/2020/11/24/pueblos-indigenas-denuncian-abuso-de-autoridad-por-parte-del-gobierno-actual/>
15. Barrientos Castañeda, Miguel. "Tragedia en Quejá, San Cristobal Verapaz: suspenden búsqueda por ETA." Prensa Libre, 10 de noviembre de 2020. <https://www.prensalibre.com/ciudades/alta-verapaz/tragedia-en-queja-san-cristobal-verapaz-suspenden-busqueda-de-victimas-por-eta/>
16. Oliva, William. "Estamos viviendo entre escombros." Guatevisión, 10 de enero de 2021. <https://www.guatevision.com/nacionales/departamentos/estamos-viviendo-entre-escombros-a-mas-de-dos-meses-de-la-inundacion-en-campur-gobierno-aun-analiza-que-acciones-tomar>
17. Elías, Silvel. "La violencia epistémica contra los pueblos indígenas." Debates Indígenas, 1 de agosto de 2020. <https://debatesindigenas.org/notas/59-violencia-epistemica.html>
18. "La CIDH condena asesinatos y agresiones contra personas defensoras en Guatemala." OEA, 11 de septiembre de 2020. <http://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2020/215.asp>
19. "El guatemalteco José Calí fue nombrado relator de ONU para Pueblos Indígenas." El Periódico, 30 de abril de 2020. <https://elperiodico.com.gt/nacionales/2020/04/30/el-guatemalteco-jose-cali-fue-nombrado-relator-de-onu-para-pueblos-indigenas2/>
20. Herrera, Feliciano. "Nebaj: derechos de tierras ejidales es restituido al pueblo Ixil." Prensa Comunitaria, 4 de agosto de 2020. <https://www.prensacomunitaria.org/2020/08/4/nebaj-derecho-de-tierras-ejidales-es-restituido-al-pueblo-ixil/>
21. "Tres comunidades vencieron a las municipalidades que intentaban usurpar sus tierras." Nómada, 17 de agosto de 2020. <https://nomada.gt/identidades/guatemala-rural/3-comunidades-vencieron-a-las-municipalidades-que-intentaban-usurpar-sus-tierras/>

22. Toro, David. "CC: la mina CNG no puede trabajar hasta que se realice consulta comunitaria y delimite el terreno de operaciones." Prensa Comunitaria, 19 de junio de 2020. <https://www.prensacomunitaria.org/2020/06/cc-la-mi-g-na-cgn-no-puede-trabajar-hasta-que-se-realice-consulta-comunitaria-y-delimita-terreno-de-operaciones/>
23. Comudinch. "Comunidades Xinkas de la Costa Pacífica y comunidades Maya Che` Orti` convocan a conferencia de prensa." Facebook, 31 de octubre de 2019. <https://www.facebook.com/comundichgt/photos/a.110418727061610/110417707061712/?type=3>

Silvel Elías est Maya *K'iché*, professeur et coordinateur du Programme d'études rurales et territoriales (PERT) à la Faculté d'agronomie de l'Université de San Carlos de Guatemala.

Source : IWGIA *El Mundo Indígena* 2021

Traduction par, **Marika Michel**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique centrale